

**Séance ordinaire du
lundi 12 avril 2021**

L'an deux-mille-vingt-et-un et le douze avril, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et dialogue social

Présents :

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Roger-Yannick CHARTIER, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Rémunération des professionnels de santé dans le cadre de la vaccination Covid-19 - Conventionnement avec l'Agence Régionale de Santé - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre du financement de dépenses liées à la coordination, au matériel, à l'hygiène et aux déchets pour la mise en place d'un centre de vaccination dédié Covid-19, et notamment de la prise en charge par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la rémunération des professionnels de santé intervenant pour la campagne vaccinale du Covid-19, les collectivités territoriales peuvent solliciter auprès de l'Agence Régionale de Santé, pour la mise en place d'un centre de vaccination dédié Covid-19, une subvention par l'intermédiaire du fonds d'intervention régional.

Le financement concerne les dépenses liées à la coordination, au matériel, à l'hygiène et aux déchets et peut concerner, le cas échéant, des frais afférents à la rémunération des professionnels de santé, dès lors que le porteur du centre de vaccination n'a pas signé d'accord conventionnel interprofessionnel avec l'assurance-maladie (régime d'exception).

La demande de subvention doit se faire par le biais d'un conventionnement avec l'ARS et les collectivités doivent établir un contrat de travail avec le professionnel de santé. Cette solution exceptionnelle, ne doit être utilisée que quand aucune structure libérale (maison de santé pluriprofessionnelle, communauté professionnelle territoriale de santé) ne peut être le gestionnaire du centre, le centre municipal de vaccination situé Place Paul Bec, remplit ces conditions.

Après instruction de la demande, sur décision du directeur général de l'ARS, un contrat d'objectif et de moyens sera proposé au bénéficiaire fixant les objectifs de l'activité, le montant de la subvention et les éléments de suivi à produire.

Les versements des subventions seront produits trimestriellement, sous présentation d'un tableau de « remontées d'activité du lieu Covid ».

Le forfait est modulable en fonction de l'activité du centre de vaccination Covid-19 et les charges patronales liées à la rémunération des intervenants restent à la charge de la collectivité.

Les compensations financières de l'ARS pour la rémunération des professionnels de santé intervenant dans le cadre de la vaccination Covid-19 sont fixées comme suit :

Défraiement des professionnels de santé employés par la structure, dès lors que le porteur du centre de vaccination n'a pas signé d'accord conventionnel interprofessionnel avec l'assurance-maladie (régime d'exception).	<u>Etudiants en 3ème année de soins infirmiers (semestres 5 et 6) participant à la campagne vaccinale, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> - 12 € entre 8h et 20h ; - 18 € entre 20h et 23 h et entre 6h et 8h ; - 24 € entre 23h et 6 h, ainsi que le dimanche et les jours fériés.
	<u>Infirmiers retraités, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> - 24 € entre 8h et 20h ; - 36 € entre 20h et 23h et entre 6h et 8h ; - 48 € entre 23h et 6h ainsi que le dimanche et les jours fériés.
	<u>Etudiants ayant validé la 2ème année du 2ème cycle des études médicales, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> - 24 € entre 8h et 20h ; - 36 € entre 20h et 23h et entre 6h et 8h ; - 48 € entre 23h et 6h ainsi que le dimanche et les jours fériés.
	<u>Internes en médecine, médecins salariés en cumul d'emploi et médecins retraités, pour chaque heure d'activité :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> - 50 € entre 8h et 20h ; - 75 € entre 20h et 23h et entre 6h et 8h ; - 100 € entre 23h et 6h ainsi que le dimanche et les jours fériés.
	<u>Pharmacien, sage-femme, chirurgiens-dentistes :</u>
	- 70 € de l'heure
	<u>Vétérinaires :</u>
	<ul style="list-style-type: none"> - 40€ de l'heure - 45€ de l'heure effectuée le samedi après-midi, le dimanche et les jours fériés

Dans le cas de la signature d'un conventionnement avec l'ARS, il est proposé de fixer le montant des rémunérations horaires des vacataires intervenant dans le cadre de la vaccination Covid-19 en référence aux subventions versées par l'ARS.

Ces montants d'indemnités seront subordonnés à l'accord de l'ARS pour la prise en charge du financement des rémunérations des professionnels de santé.

A défaut d'accord, la délibération n° V2021-033 du 8 février 2021 restera en vigueur pour rémunérer les vacataires intervenant pour la collectivité dans le cadre de la vaccination Covid-19 (40 € brut de l'heure pour les médecins et 20 € brut de l'heure pour les infirmiers).

Après avis du comité technique du 1^{er} avril 2021, il est proposé l'application des dispositions pré-citées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter les montants de rémunérations précités ;
- de dire que les dépenses et les recettes sont inscrites au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Mylvia HOUGUET, Mme Coralie MANTION, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 23 avril 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 avril 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 210202_convention de prestation PS centre de vaccination.docx version validée.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210412-157972-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/04/21
Réception en Préfecture : 23/04/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.